



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Dossier de presse

Réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs des Banques centrales du G7

Paris, les 18 et 19 mai 2026



Sommaire

ÉDITO DU MINISTRE.....	4
ÉDITO DU GOUVERNEUR	5
LE G7	6
LA RÉUNION MINISTÉRIELLE FINANCES	7
Introduction	7
Les participants.....	9
L’agenda.....	11
Les temps forts 2026 de la filière Finances.....	13
LES GRANDES PRIORITÉS	14
Réduire les déséquilibres macroéconomiques mondiaux.....	14
Sécuriser les chaînes d’approvisionnement en minerais critiques.....	17
Redéfinir les partenariats internationaux	18
Apporter des réponses communes aux défis mondiaux	20
CONTACTS PRESSE	23
LIENS UTILES.....	23

ÉDITO DU MINISTRE



ROLAND LESCURE

Ministre de l'Économie,
des Finances et de la
Souveraineté industrielle,
énergétique et numérique

Je crois sincèrement au pouvoir du multilatéralisme, en temps de paix comme en temps de crise. Alors que certains en doutaient lorsque la France a pris la présidence du G7 le 1^{er} janvier 2026, les bouleversements géopolitiques de ces derniers mois ont rappelé l'absolue nécessité de maintenir et renforcer le dialogue entre nations partenaires. **Ce G7 s'inscrit comme un pôle de stabilité dans une crise mondiale. Face à la tentation du repli sur soi, la coordination internationale a montré toute son utilité.**

Le G7 est une enceinte de confiance au sein de laquelle les désaccords, les différends et les différences d'appréciation peuvent être abordés sans faux semblants. Cinquante-et-un ans après sa création à l'initiative de la France, le monde a évolué mais le besoin de dialogue demeure toujours aussi vif.

La réunion ministérielle du G7 Finances à Bercy les 18 et 19 mai, constitue le point d'orgue de mois et de semaines d'échanges francs, directs et constructifs. Je tiens à saluer dans son action le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, avec qui j'ai co-présidé la filière Finances. Les travaux que nous avons engagés depuis le début de l'année dans ce cadre ouvrent la voie vers des accords nécessaires entre membres du G7 à Evian pour traverser cette crise et se projeter vers un monde plus stable.

J'ai l'honneur de réunir et la responsabilité de rassembler mes homologues et partenaires du G7, ministres des Finances, gouverneurs des banques centrales et organisations internationales, pour transformer ce dialogue en décisions communes. Nous avons également convié des pays partenaires (Brésil, Corée du Sud, Inde et Kenya), qui ont pour la première fois participé aux travaux de fond en amont de cette réunion du G7.

À l'occasion de la présidence française, le président de la République a souhaité aborder des sujets éminemment économiques. Nos principaux objectifs sont ainsi de parvenir à une réduction ordonnée des déséquilibres macroéconomiques mondiaux, renforçant ainsi la croissance mondiale et la résilience de nos économies, et de développer des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques. Nous devons également apporter des réponses communes à de multiples défis : sécuriser notre approvisionnement en minerais critiques, pour réduire nos dépendances, continuer sans vaciller de soutenir l'Ukraine face à l'agression russe, ou encore assurer la stabilité du système financier face aux risques émergents, notamment cyber. Les défis sont immenses. Notre détermination et notre volonté n'en sont que plus grandes.

Chacun de ces sujets fait écho aux préoccupations de nos concitoyens, du prix des carburants à la création d'emplois dans nos territoires et nos industries. Aucun ne se résoudra dans un cadre strictement national.

Nous vivons un rendez-vous extrêmement important, au cœur des enjeux économiques du XXI^e siècle. J'en mesure toute l'ampleur. Mes collègues en mesurent toute l'ampleur. Et c'est dans cette perspective que nous y travaillons depuis le premier jour. Il nous reste à porter cet élan jusqu'au sommet d'Évian du 15 au 17 juin.

ÉDITO DU GOUVERNEUR



**FRANÇOIS VILLEROY
DE GALHAU**

Gouverneur
de la Banque de France

Dans un contexte international marqué par des chocs multiples, des risques croissants de fragmentation et un affaiblissement des cadres de coopération, la présidence française du G7 Finances a défini trois priorités pour revitaliser un multilatéralisme pragmatique : corriger les déséquilibres mondiaux, refonder nos partenariats avec les pays en développement et concilier croissance durable et stabilité financière. Il peut sembler paradoxal de maintenir de telles ambitions « structurelles » alors qu'est arrivé le nouveau choc du conflit au Proche-Orient, avec toutes ses conséquences économiques. Mais ce conflit rend plus important que jamais d'agir ensemble, et de traiter les vulnérabilités de fond. Nous devons faire face aux urgences, mais aussi élargir l'horizon.

La Banque de France contribue à cet effort en affinant le diagnostic sur les déséquilibres macroéconomiques mondiaux, y compris sectoriels.

En matière de stabilité financière, l'émergence de nouvelles vulnérabilités – risque cyber, essor du crédit privé, événements climatiques extrêmes – appelle une réponse coordonnée. Une attention particulière est portée aux institutions financières non bancaires, et en particulier au crédit privé, avec des livrables concrets : un rapport de bonnes pratiques sur les stress tests « system-wide », ainsi que des ateliers techniques réunissant les acteurs de place. Nous avançons aussi sur l'amélioration des paiements transfrontières, et les potentialités de la tokenisation. La sécurité financière suppose en outre une application stricte des normes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Les nouvelles technologies, notamment l'intelligence artificielle et le quantique, font l'objet d'une attention soutenue : notre responsabilité est de mieux maîtriser les implications afin d'accompagner l'innovation sans créer de nouveaux risques, notamment cyber.

Enfin, la France a tenu à maintenir à l'agenda les événements climatiques extrêmes. Ils pèsent déjà sur la croissance, l'inflation et l'assurabilité. Ils constituent un enjeu macroéconomique et financier à part entière.

L'enjeu est désormais de faire converger les diagnostics pour les traduire en décisions, en méthodes et en résultats tangibles. C'est à cette condition qu'un multilatéralisme plus pragmatique et priorisé démontrera sa capacité à répondre aux défis de notre temps comme aux attentes de nos concitoyens.

LE G7



Qu'est-ce que le G7 ?

Le G7 est un regroupement informel des grandes économies avancées : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni. L'Union européenne y est également associée. Ce forum constitue un espace privilégié de dialogue et de coordination sur les grands enjeux économiques, financiers et géopolitiques mondiaux.

Créé dans les années 1970 pour répondre aux chocs pétroliers et aux turbulences monétaires, le G7 s'est progressivement imposé comme une instance majeure de concertation entre grandes puissances. Il fonctionne selon un principe de présidence tournante annuelle, chaque pays membre accueillant tour à tour les réunions et fixant les priorités de l'agenda.

Le G7 s'organise en plusieurs **filières ministérielles thématiques** : Finances, Commerce, Affaires étrangères, Développement, Intérieur, Numérique et Environnement. Chaque filière prépare des travaux techniques qui alimentent les discussions des chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet annuel.

Qu'est-ce que la filière Finances du G7 ?

La filière Finances du G7 rassemble les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales des pays membres. Elle constitue le cœur historique du G7, puisque c'est autour des questions économiques et monétaires que le forum s'est initialement structuré.

Comment s'organise le G7 ?

C'est une instance d'influence informelle qui se réunit dans un format restreint et une relation de confiance, construite année après année et qui permet aux chefs d'État et de gouvernement de parler de manière libre et directe même quand ils ne sont pas d'accord.

Chaque année la présidence est assurée par un des sept États qui fournit les moyens nécessaires aux travaux du groupe et définit les orientations politiques données à ces travaux.

Présidence française du G7

La France assure depuis le 1^{er} janvier 2026 la présidence tournante du G7, qui culminera lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement d'Évian du 15 au 17 juin. Elle organise et préside à ce titre les réunions du G7 et détermine les priorités.

LA RÉUNION MINISTÉRIELLE FINANCES

Introduction

Les 18 et 19 mai 2026, les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G7 se réunissent à Bercy pour la réunion ministérielle du G7 Finances. Cette rencontre marque une étape majeure dans la préparation des décisions économiques et financières qui seront soumises aux chefs d'État et de gouvernement en juin. Ce rendez-vous s'inscrit dans un contexte de tensions géopolitiques et économiques majeures, notamment au Moyen-Orient, qui ont bouleversé les travaux préparatoires et imposé la nécessité d'une réponse coordonnée et structurante. En tant que président de la filière Finances du G7, Roland Lescure a œuvré à faire émerger un consensus entre les sept grandes économies avancées autour de trois priorités structurantes, annoncées dès le lancement de la présidence française :

- **Réduire les déséquilibres mondiaux, c'est-à-dire les écarts durables entre pays qui accumulent des excédents et ceux qui accumulent des déficits**, afin de rétablir des conditions de concurrence plus équitables entre grandes économies ;
- **Renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en minerais critiques**, afin de limiter les vulnérabilités pesant sur la transition énergétique et sur certaines filières industrielles stratégiques ;
- **Développer des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques** avec les pays en développement, en substituant à la logique d'aide une approche pragmatique mêlant financements publics et investissements privés.

La coordination de la gestion de crise et la préservation de la stabilité financière face aux chocs se sont, quant à elles, imposées comme une priorité additionnelle au fil des événements.

Les membres du G7 ont mené des discussions afin de faire émerger, sur chacune de ces priorités, des livrables concrets et des engagements communs. L'enjeu est de traduire un agenda économique international parfois technique en réponses concrètes aux vulnérabilités qui pèsent sur les économies et les sociétés :

- **L'inflation** : renforcer la coordination face aux chocs, en privilégiant des mesures temporaires, ciblées et réversibles, afin d'en amortir les effets ;
- **Résilience industrielle et souveraineté économique** : réduire les dépendances critiques, corriger les déséquilibres qui faussent la concurrence et soutenir les investissements nécessaires aux transitions environnementale, énergétique et numérique ;
- **Dette et stabilité financière** : préserver les finances publiques et la stabilité du système financier, ce qui appelle une attention renouvelée en temps de crise ;
- **Solidarité internationale** : promouvoir une approche plus partenariale du soutien aux pays vulnérables, tout en maintenant un soutien appuyé à l'Ukraine.

La présidence française a également souhaité associer aux échanges plusieurs partenaires directement concernés par les grands enjeux géopolitiques, énergétiques et financiers du moment. Parmi eux figurent notamment le ministre ukrainien des Finances et le gouverneur de la Banque nationale d'Ukraine, les ministres des Finances de la Syrie et du Qatar, et le ministre de l'Économie des Émirats arabes unis. Cette invitation constitue également un signal de dialogue et de solidarité adressé par la présidence française et les membres du G7 à des pays partenaires, directement exposés aux crises en cours.

Les travaux s'appuieront également, comme il est d'usage au G7, sur la contribution d'organisations internationales et institutions partenaires. Leur participation permettra d'apporter aux échanges

ministériels un éclairage technique. Seront notamment associés le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board, FSB), l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le Groupe d'action financière (GAFI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque africaine de développement (BAfD).

Cette réunion des ministres des Finances du G7 est une étape décisive avant le Sommet d'Évian, qui réunira du 15 au 17 juin 2026 les chefs d'État et de gouvernement. Les ministres y travaillent à rapprocher leurs positions et à préparer les décisions économiques qui seront ensuite portées au niveau des dirigeants. **L'objectif : mieux protéger nos économies et préparer une croissance plus durable et plus résiliente. La France y joue un rôle moteur, en rapprochant les positions pour faire émerger des réponses communes, utiles et concrètes.**

Face à la tentation du repli sur soi, la France promeut un multilatéralisme actif, où le dialogue et la coordination priment. Le G7 est un levier d'influence capable de peser sur la conduite des politiques économiques au niveau international et de répondre aux préoccupations de leurs citoyens.

LES PRIORITÉS DU G7 FINANCES SOUS PRÉSIDENTE FRANÇAISE

1. Renforcer la sécurité économique dans un contexte de crise

Les crises récentes ont montré que certaines dépendances pouvaient rapidement devenir des contraintes stratégiques et limiter la capacité des États à répondre aux chocs. Le G7 travaille donc à rendre les économies plus résilientes, sans fermer les échanges.

2. Réduire les déséquilibres mondiaux

Certains pays accumulent durablement des excédents, d'autres des déficits : ces écarts peuvent fragiliser l'économie mondiale et fausser les conditions de concurrence. Le G7 cherche à mieux les identifier et à y répondre collectivement.

3. Sécuriser les approvisionnements en minerais critiques

Les minerais critiques sont indispensables à la transition énergétique et aux industries de demain. Le G7 cherche à diversifier les approvisionnements, tout en construisant des partenariats durables avec les pays producteurs.

4. Soutenir l'Ukraine

Le G7 poursuit son soutien à l'Ukraine face à la guerre d'agression russe, en veillant à répondre à ses besoins financiers immédiats, notamment la réparation du sarcophage de Tchernobyl.

5. Repenser les partenariats avec les pays en développement

L'enjeu est de passer d'une logique principalement centrée sur l'aide à des partenariats internationaux mutuellement bénéfiques, capables de mobiliser à la fois financements publics et capitaux privés.

Les participants

Ministres des finances du G7

**François-Philippe
CHAMPAGNE**

Ministre des Finances et des
Affaires intergouvernementales
Canada

Lars KLINGBEIL

Ministre fédéral des Finances
Allemagne

Roland LESCURE

Ministre de l'Économie,
des Finances et de la Souveraineté
industrielle, énergétique
et numérique
France

Giancarlo GIORGETTI

Ministre de l'Économie
et des Finances
Italie

Satsuki KATAYAMA

Ministre des Finances
Japon

Rachel REEVES

Chancelière de l'Échiquier
Royaume-Uni

Scott BESSENT

Secrétaire au Trésor
États-Unis d'Amérique

Kyriakos PIERRAKAKIS

Président
Eurogroupe

Valdis DOMBROVSKIS

Commissaire européen à
l'Économie et à la Productivité
Commission européenne

Gouverneurs des banques centrales du G7

Tiff MACKLEM

Gouverneur
Banque du Canada

Andrew BAILEY

Gouverneur
Banque d'Angleterre

François

VILLEROY DE GALHAU
Gouverneur
Banque de France

Fabio PANETTA

Gouverneur
Banque d'Italie

Kazuo UEDA

Gouverneur
Banque du Japon

Christine LAGARDE

Présidente
Banque centrale européenne

Joachim NAGEL

Président
Banque fédérale d'Allemagne

Philip JEFFERSON

Vice-Président
Réserve fédérale américaine

Ministres et représentants des pays partenaires

Dario DURIGAN

Ministre des Finances
Brésil

Yun Cheol KOO

Ministre de l'Économie et des Finances
Corée du Sud

Anuradha THAKUR

Secrétaire du département
des affaires économiques
Inde

Chris KIPTOO

Secrétaire principal du Trésor national du Kenya
Kenya

Gouverneurs des banques centrales des pays partenaires

Hyun Song SHIN

Gouverneur

Banque centrale de Corée du Sud

Arnab Kumar CHOWDHURY

Directeur exécutif

Banque centrale d'Inde

Kamau THUGGE

Gouverneur

Banque centrale du Kenya

Ministres et gouverneurs de banque centrale des pays invités

Ali bin Ahmed AL KUWARI

Ministre des Finances

Qatar

Mohammed YISR BARNIEH

Ministre de l'Économie et des Finances

Syrie

Serhiy MARCHENKO

Ministre des Finances

Ukraine

Andriy PYSHNYI

Gouverneur de la banque nationale d'Ukraine

Ukraine

Abdulla Bin Touq AL MARRI

Ministre de l'Économie et du Tourisme

Émirats arabes unis

Organisations internationales

Kristalina GEORGIEVA

Directrice Générale

Fonds monétaire international (FMI)

Ajay BANGA

Président

Banque mondiale

Mathias CORMANN

Secrétaire général

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Fatih BIROL

Directeur exécutif

Agence internationale de l'énergie (AIE)

Sidi OULD TAH

Président

Banque africaine de développement

Masato KANDA

Président

Banque asiatique de développement

Odile RENAUD-BASSO

Présidente

Banque européenne de reconstruction et du développement (BERD)

Elisa DE ANDA MADRAZO

Présidente

Groupe d'action financière (GAFI)

Andrew BAILEY

Président

Conseil de stabilité financière (FSB)

L'agenda

Lundi 18 mai 2026

Au Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

- 06h30** (à partir de) **Accueil des journalistes**
Dernier accès à la Cour d'honneur pour l'accueil des délégations : 07h00
- 07h45 – 09h00** **Accueil des délégations**
Hôtel des ministres
Presse
- 09h00 – 09h15** **Introduction générale de la réunion**
- 09h15 – 11h00** **Session de travail – Situation de l'économie mondiale**
- 11h00 – 11h30** **Photo de famille**
Cour de l'Hôtel des ministres
Presse
- 11h30 – 12h30** **Session de travail – Ukraine**
- 12h35 – 14h00** **Déjeuner de travail – Déséquilibres mondiaux**
- 14h00 – 15h30** **Session de travail – Stabilité financière et enjeux associés aux nouvelles technologies et aux événements météorologiques extrêmes**
- 15h30 – 15h45** **Temps réservé aux entretiens bilatéraux**
- 15h45 – 16h15** **Session – Lutte contre les flux financiers illicites**
- 16h15 – 16h30** **Session – Présentation par le ministre syrien des Finances**
- 16h30 – 18h00** **Session – Sécurité économique - Minerais critiques**
Session – Paiements transfrontières

Mardi 19 mai 2026

Au Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique

- 07h00** (à partir de) **Accueil des journalistes**
Dernier accès à la Cour d'honneur pour l'accueil des délégations : [07h35](#)
- 08h45 – 09h00** **Accueil des participants par le Ministre et le Gouverneur**
Hôtel des ministres
Presse
- 09h00 – 09h15** **Introduction générale de la réunion**
- 09h15 – 10h30** **Session de travail – Déséquilibres mondiaux**
- 10h30 – 10h45** **Photo de famille**
Hôtel des ministres
Presse
- 10h45 – 12h00** **Session de travail – Partenariats internes**
Session de travail – Politique monétaire
- 12h05 – 13h15** **Déjeuner de travail – Situation économique globale et conclusions générales**
- 13h30 – 14h10** **Conférence de presse**
Centre d'activités sportives et culturelles (CASC)
Presse
- 14h15 – 14h30** **Micro-tendus des ministres**
Hall Vauban
Presse

Les temps forts 2026 de la filière Finances

JANVIER

1^{er} janvier : Lancement officiel de la présidence française du G7

27 janvier : Première réunion ministérielle en filières Finances - *En visio*

FÉVRIER

3 février : Présentation des priorités des filières Finances et Numérique de la présidence française du G7 par le Ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique – *Paris*

MARS

10 mars : Réunion conjointe des ministres des Finances et des ministres de l'Énergie en présence de l'AIE sur la libération des stocks stratégiques – *Paris*

AVRIL

15 avril : Réunion des Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales, en marge des Assemblées de printemps du FMI et de la Banque mondiale – *Washington D.C. (États-Unis)*

17 avril : Réunion, co-présidée avec Katayama Satsuki, des Ministres des Finances et des présidents des banques multilatérales de développement sur les minerais critiques – *Washington D.C. (États-Unis)*

MAI

6 mai : Réunion avec les Ministres en charge des minerais critiques

18 - 19 mai : **Réunion ministérielle Finances** (Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales) – *Paris*

19 mai : Conférence internationale « *No Money for Terror* » sur la lutte contre le financement du terrorisme – *Paris*

JUIN

10 juin : Réunion sur le financement des chaînes de valeur des minerais critiques avec les institutions financières et acteurs industriels privés du secteur – *Paris*

15 - 17 juin : Sommet des chefs d'État et de gouvernement du G7 – *Évian*

AOÛT

31 août – 1er septembre : Réunion des Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales, en marge de la réunion ministérielle du G20 – *États-Unis*

OCTOBRE

Semaine du 12 octobre : Réunion des Ministres des Finances et Gouverneurs des banques centrales, en marge des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale – *Bangkok (Thaïlande)*

LES GRANDES PRIORITÉS

Réduire les déséquilibres macroéconomiques mondiaux

Objectifs recherchés

1. Identifier les causes des déséquilibres mondiaux, en s'appuyant sur une analyse rigoureuse et partagée par l'ensemble des parties prenantes.

2. Obtenir des engagements des grandes zones économiques pour rééquilibrer leurs modèles de croissance et résorber durablement les déséquilibres mondiaux.

3. Améliorer le cadre multilatéral de coopération et de suivi, sous l'égide du FMI, afin d'assurer une mise en œuvre efficace et simultanée des actions engagées.

4. Élargir la collaboration à des États non membres du G7, pour garantir une approche inclusive et représentative des dynamiques économiques mondiales.

Enjeux

Les déséquilibres mondiaux désignent les écarts entre les grandes économies en matière de balances courantes. Ils traduisent des différences profondes dans les modèles d'épargne, d'investissement, de production et d'endettement. Un déficit courant signifie qu'un pays dépend davantage du financement ou de la demande du reste du monde. Un excédent courant traduit, à l'inverse, une capacité d'épargne ou de production supérieure à la demande intérieure.

Alors qu'ils s'étaient en partie résorbés après avoir atteint un pic durant la période qui a précédé la crise financière de 2007–2008, les déséquilibres mondiaux se sont de nouveau accentués depuis la pandémie et ont atteint des niveaux préoccupants. Le déficit de la balance courante aux États-Unis a atteint 3,6 % du PIB en 2025, soit un niveau comparable à celui observé avant la grande crise financière mondiale, tandis que l'excédent courant demeure élevé en Chine (3,7 % du PIB en 2025, contre 1,6 % en zone euro), alimenté par une consommation des ménages faible et un taux d'épargne élevé¹. L'Europe conserve un niveau d'investissement insuffisant avec une faible croissance de la productivité.

Ce niveau de déséquilibres souligne la nécessité d'agir pour garantir une croissance durable et la stabilité financière de l'économie mondiale. En effet, lorsqu'ils sont excessifs et persistants, les déséquilibres mondiaux peuvent entraîner des crises financières ou économiques, comme cela a été observé dans le passé. Par ailleurs, ils alimentent des risques de mouvements brusques de capitaux, des vulnérabilités financières, d'une mauvaise allocation de l'épargne internationale ou encore des tensions géopolitiques et commerciales. En cas de déficits persistants non résolus, les risques pour l'économie

¹ Source : [Rapport sur les déséquilibres mondiaux par le groupe d'experts en économie du G7](#)

mondiale sont concrètement, par exemple, des mesures protectionnistes, une croissance non optimale ou une crise financière.

Les déséquilibres mondiaux de grande ampleur et persistants reflètent des divergences entre l'épargne et l'investissement au sein de chaque pays. Ces dynamiques résultent d'une combinaison de facteurs structurels, cycliques et de choix politiques. Parmi les principaux déterminants figurent les tendances démographiques, les politiques budgétaires, les flux financiers, les évolutions de taux de change ou encore les politiques industrielles.

Rôle de la présidence française du G7

Dans le cadre de sa présidence du G7, la France a fait de la réduction des déséquilibres mondiaux l'une de ses priorités. L'objectif est de mieux comprendre les causes profondes de ces déséquilibres, d'identifier les leviers de correction possibles et de renforcer la coopération internationale sur ce sujet.

Trois grandes zones économiques font l'objet d'une attention particulière. La Chine est marquée par un excédent externe important, dans un contexte de consommation intérieure relativement limitée, d'épargne élevée et de capacités industrielles importantes. Les États-Unis présentent un déficit externe significatif, dans un contexte d'attractivité persistante du dollar et de profondeur des marchés financiers américains. L'Europe conserve un excédent extérieur, avec des enjeux liés au niveau d'investissement et à la dynamique de productivité.

Sur cette base, la présidence française du G7 a structuré ses travaux autour de trois objectifs principaux :

1. **Parvenir à un diagnostic partagé sur les causes des déséquilibres mondiaux.** Les déséquilibres mondiaux résultent en grande partie des modèles de croissance domestiques : excès d'épargne, insuffisance de consommation, faible investissement, déficits publics élevés ou dépendance à l'endettement. La France promeut donc une lecture plus systémique, permettant d'identifier la contribution de chaque grande économie à ces déséquilibres. Ils peuvent être exacerbés par des politiques industrielles distorsives, en particulier lorsqu'elles sont amplifiées par les politiques macroéconomiques et structurelles.
2. **Encourager chaque grande zone économique à corriger les déséquilibres propres à son modèle de croissance.** Pour les pays en déficit, les pistes de rééquilibrage peuvent inclure un renforcement de l'épargne privée, une trajectoire de finances publiques plus soutenable et le maintien de marchés ouverts. Pour les pays en excédent, les réponses peuvent passer par un soutien plus fort à la demande intérieure, une réduction des distorsions financières, un renforcement de la protection sociale ou la levée des freins à la consommation et à l'investissement.
3. **Renforcer le cadre de coopération et de suivi multilatéral.** La réduction des déséquilibres mondiaux ne peut reposer sur des réponses isolées. Elle suppose un cadre de coopération permettant de suivre les engagements, d'évaluer les progrès réalisés et de mieux coordonner les actions nationales. Le FMI a vocation à jouer un rôle central dans ce suivi, aux côtés des autres organisations internationales compétentes.

Pour atteindre ces objectifs, la présidence française du G7 a mis en place plusieurs outils, combinant expertise économique, coordination intergouvernementale et articulation avec le G20.

Un groupe de quatre économistes universitaires, composé d'Hélène Rey (London Business School), d'Axel Weber (Goethe University in Frankfurt), de Gita Gopinath (Harvard Business School) et de Chong-En Bai (Tsinghua University), a travaillé plusieurs mois sur le diagnostic de ces déséquilibres mondiaux excessifs et sur les moyens de les réduire dans une approche coopérative et multilatérale. Ce travail a donné lieu à un rapport remis au président de la République le 30 mars 2026².

Un groupe de travail du G7 (*Global Imbalances Group* – GIG) examine les aspects techniques des déséquilibres mondiaux, sous la coprésidence de Dorothee Rouzet (Cheffe économiste de la direction générale du Trésor) et Xavier Debrun (Chef économiste de la Banque de France). Ce groupe de travail s'appuie notamment sur les analyses du FMI, d'autres organisations internationales et des auteurs du « *Paris Report* » du *Centre for Economic Policy Research* (CEPR), qui ont contribué au diagnostic et à l'analyse des scénarios d'évolutions possibles, y compris en cas d'inaction.

Une coordination étroite avec la présidence américaine du G20. Cette dernière a fait des déséquilibres mondiaux l'une de ses priorités et a mis en place un groupe d'étude dédié à cette question, co-présidé avec la Corée du Sud et l'Australie, avec lequel des échanges réguliers sont organisés.

La présidence française du G7 a associé à ces travaux des États partenaires : la Corée du Sud, le Brésil, l'Inde et le Kenya. Ces pays participent à la réunion ministérielle Finances, contribuant ainsi à enrichir la portée des échanges.

² [Rapport sur les déséquilibres mondiaux par le groupe d'experts en économie du G7 | G7 Évian 2026](#)

Sécuriser les chaînes d'approvisionnement en minerais critiques

Objectifs recherchés

1. Créer un environnement de financement propice au développement de sources d'approvisionnement alternatives.
2. Développer les instruments financiers multilatéraux afin d'accélérer l'émergence de nouvelles capacités de production et de transformation sur l'ensemble de la chaîne de valeur.
3. Renforcer l'engagement des acteurs financiers et industriels privés, afin d'augmenter les investissements nécessaires au développement du secteur et à la sécurité de nos industries.

Enjeux

Présents dans de nombreux objets du quotidien, les minerais critiques sont essentiels aux transitions énergétique et numérique ainsi qu'à plusieurs industries stratégiques, comme l'automobile, l'aéronautique ou la défense. En France, ils constituent un maillon essentiel de notre stratégie d'électrification, de compétitivité industrielle et d'indépendance énergétique.

Leurs chaînes d'approvisionnement présentent toutefois d'importantes vulnérabilités : concentration géographique et capitalistique de l'offre, volatilité des prix, distorsion de la concurrence. Autant de menaces sur la résilience des économies et la compétitivité des industriels.

Face à ces risques, les initiatives politiques visant à garantir l'accès aux minerais critiques se multiplient. Elles soulignent à la fois l'urgence du défi et la nécessité de mieux coordonner les réponses entre partenaires. Les entreprises opérant tout au long de la chaîne de valeur continuent néanmoins de faire face à d'importants défis de financement, en raison de risques perçus comme élevés, de la complexité des projets et d'un engagement encore insuffisant des investisseurs au regard de l'importance stratégique et du potentiel économique de long terme de ces ressources.

Les minerais critiques sont un thème central et transversal de la présidence française du G7. La France poursuit les efforts engagés durant la présidence canadienne de 2025, avec l'objectif de promouvoir des chaînes de valeurs plus résilientes, équitables et transparentes, et de diversifier nos sources d'approvisionnements.

Rôle de la présidence française du G7

En filière Finances, la présidence française du G7 concentre ses travaux sur l'architecture financière du sujet. L'objectif est de renforcer la coopération financière entre partenaires, d'améliorer l'environnement d'investissement et de faciliter la mobilisation de capitaux privés vers les projets liés aux minerais critiques.

La présidence française entend notamment rassembler les acteurs publics et privés des pays du G7 et de pays partenaires afin de mieux identifier les obstacles au financement, de partager les bonnes

pratiques et de favoriser l'émergence de projets susceptibles d'attirer les investisseurs sur l'ensemble de la chaîne de valeur : extraction, transformation, recyclage et usages industriels.

Deux objectifs prioritaires ont été retenus et mis en œuvre :

1. **Accélérer le déploiement des instruments financiers existants**, en particulier les initiatives multilatérales comme le partenariat RISE (*Resilient and Inclusive Supply Chain Enhancement*) géré par la Banque mondiale, afin de soutenir les projets liés aux minerais critiques à chaque étape de la chaîne de valeur.
2. **Mobiliser davantage les industriels et les acteurs financiers**, afin d'orienter les investissements vers des projets contribuant à diversifier les chaînes d'approvisionnement. Il s'agit également d'identifier les politiques publiques permettant de soutenir l'investissement et de développer les sources d'approvisionnement alternatives.

Redéfinir les partenariats internationaux

Objectifs recherchés

1. Faire évoluer l'aide publique au développement, vers des partenariats mutuellement bénéfiques, mieux alignés avec les priorités des pays partenaires et les intérêts des pays donateurs.

2. Mieux mesurer les financements qui soutiennent le développement, au-delà de la seule aide publique au développement, en intégrant aussi les autres financements publics et privés.

3. Aider les pays partenaires à financer davantage leur propre développement, en renforçant la mobilisation de leurs ressources publiques, notamment fiscales, et la gestion de leurs finances publiques.

4. Simplifier et mieux coordonner l'architecture internationale du financement du développement, afin de réduire la fragmentation des initiatives et accroître leur impact.

Enjeux

Le modèle traditionnel de l'aide publique au développement (APD) évolue dans un contexte international plus contraint. Les pays donateurs font face à des pressions budgétaires, tandis que de nombreux pays en développement sont confrontés à une hausse de leur endettement, comme à d'autres vulnérabilités.

Dans ce contexte, l'enjeu est de faire évoluer l'APD vers une approche davantage partenariale, mieux alignée avec les priorités de chacun. Il s'agit de mobiliser plus efficacement l'ensemble des sources de financement disponibles.

Les pays du G7 ont une responsabilité particulière dans cette évolution. Ils sont les principaux contributeurs de l'APD mondiale et une part importante des investissements privés dans les pays en développement provient de leurs entreprises et institutions financières.

La présidence française a concentré ses travaux sur plusieurs priorités : moderniser le cadre des partenariats internationaux, utiliser plus efficacement les financements concessionnels, mobiliser davantage les capitaux privés et les ressources intérieures publiques, et réduire la fragmentation de l'architecture financière internationale.

Ces travaux ont été menés en concertation avec la filière Développement dont le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères assure le pilotage. **Les travaux conjoints entre les deux filières sur la mobilisation des ressources intérieures publiques ont déjà abouti à un livrable : une déclaration commune** sur la mobilisation des ressources intérieures publiques et la gestion financière publique.

Rôle de la présidence française du G7

Afin de porter cette évolution, la présidence française du G7 propose aux pays membres du G7 et aux pays partenaires d'endosser les « Principes du G7 pour des partenariats mutuellement bénéfiques ». Ces principes se déclinent selon les objectifs suivants :

1. **Mesurer tous les flux contribuant au développement.** Les ministres des finances soutiennent la déclaration des ministres du développement du G7 en faveur d'une revue ambitieuse du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE qui demande à l'OCDE d'améliorer la mesure du financement du développement. La déclaration demande que ces travaux soient faits en prenant en compte les bases de données qui existent déjà, notamment le TOSSD (Total Official Support for Sustainable Development).
2. **Mobiliser davantage le capital privé et les ressources intérieures publiques.** La **mobilisation du capital privé est essentielle pour financer le développement.** L'enjeu est moins de créer de nouveaux instruments que de mieux utiliser les outils existants, en améliorant les données, la standardisation des projets et la gestion des risques, notamment de change.

La **mobilisation des ressources intérieures publiques** est un second levier. La déclaration conjointe des ministres des Finances et du Développement du G7 vise à renforcer la capacité des pays partenaires à financer une plus grande part de leur développement, notamment en améliorant la collecte des recettes publiques et la gestion des finances publiques. Elle vise aussi à rendre le soutien et l'assistance technique du G7 plus efficaces, mieux coordonnés entre bailleurs et davantage adaptés aux besoins des pays concernés.
3. **Utiliser de façon plus stratégique les financements concessionnels.** Les pays du G7 s'accordent sur la nécessité de mieux cibler les financements concessionnels, afin de maximiser leur impact sur le développement tout en préservant la soutenabilité de la dette et en évitant les distorsions de marché. Cette approche appelle également plus de transparence sur les instruments utilisés.
4. **Réduire la fragmentation du financement du développement.** L'architecture financière internationale est devenue plus complexe, avec une multiplication des instruments, des initiatives et des institutions. Cette fragmentation peut rendre les financements moins lisibles et plus coûteux pour les pays bénéficiaires.

La présidence française a donc encouragé une meilleure coordination entre bailleurs, banques multilatérales de développement, institutions de financement du développement et banques publiques de développement. L'objectif est de simplifier les démarches, d'améliorer l'impact des financements mobilisés et d'en réduire le coût pour chacun.

Apporter des réponses communes aux défis mondiaux

Le soutien à l'Ukraine

Depuis le 24 février 2022, l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie constitue une atteinte majeure à la sécurité européenne et internationale. Alors que cette guerre d'agression illégale de la Russie, qui a toujours été condamnée par les membres du G7, s'inscrit dans le temps long, l'unité du G7 est plus que jamais nécessaire en soutien à l'Ukraine, à sa souveraineté, à son indépendance et à son intégrité territoriale. Dans un contexte marqué par la poursuite des attaques russes contre les infrastructures civiles, ainsi que par des tensions géopolitiques accrues, notamment au Moyen-Orient, qui engendrent une forte volatilité des prix de l'énergie, il est essentiel de maintenir le soutien à l'Ukraine au cœur de l'agenda du G7.

La présidence française du G7 œuvre à maintenir un haut niveau de mobilisation des membres du G7 et de l'ensemble des partenaires internationaux pour renforcer l'efficacité du soutien apporté à l'Ukraine. Sous la présidence de la France, les travaux du G7 sur l'Ukraine se structurent autour de trois grandes priorités :

- **Accroître l'efficacité des sanctions**, destinées à réduire les revenus et les capacités technologiques permettant à la Russie de poursuivre sa guerre.
- **Planifier le soutien des pays du G7 aux côtés de l'ensemble des partenaires de l'Ukraine, et en particulier du FMI, pour permettre à l'Ukraine de maintenir son effort de défense.** Ce soutien est conditionné à l'accomplissement par les autorités ukrainiennes de réformes qui doivent permettre d'assurer la soutenabilité des finances publiques ukrainiennes, le renforcement de l'État de droit et de la lutte anticorruption, ainsi que la convergence de l'Ukraine vers les standards européens.
- **Répondre aux besoins urgents causés par les frappes russes**, notamment afin de prévenir les risques en matière de sûreté nucléaire et de sécurité environnementale, en finançant une partie des travaux de réparation de l'arche de confinement de Tchernobyl, endommagée par un drone russe en février 2025.

La stabilité du système financier

L'économie mondiale évolue dans un contexte de forte incertitude, marqué par les tensions géopolitiques et la fragilisation du cadre de coopération internationale. Si les marchés financiers ont jusqu'ici fait preuve de résilience, des vulnérabilités s'y sont accumulées, pesant sur les perspectives financières globales. En particulier, les dettes souveraines atteignent des niveaux historiques dans les économies avancées, la hausse des taux reflétant des doutes sur la soutenabilité des trajectoires budgétaires, tandis que la croissance continue de la dette non cotée impose un suivi attentif du marché du crédit privé. Parallèlement, les marchés actions, notamment dans le secteur de l'IA, affichent des niveaux de concentration inédits, alimentés par les investissements massifs d'*hyperscalers* de plus en plus endettés. A ces déséquilibres s'ajoutent les défis posés par la tokenisation de la finance et l'essor des stablecoins, qui, s'ils offrent de nouvelles opportunités, emportent des risques de contagion vers la finance traditionnelle.

La France souhaite que le G7 Finances joue un rôle clé dans l'analyse de ces risques et l'orientation de la vigilance collective, en appui aux travaux du Conseil de stabilité financière (FSB), autour de trois axes prioritaires : l'exercice de gestion de crise cyber ; les réponses aux risques liés aux derniers développements « *frontier AI* », et les événements météorologiques extrêmes.

La dépendance croissante du secteur financier aux technologies de l'information, notamment aux prestataires externes, **conjuguée à la sophistication des cybermenaces, fait du risque cyber le premier risque opérationnel**. Le nombre de cyberattaques a augmenté en 2025, et la dégradation du contexte géopolitique accroît le risque d'opérations de guerre hybride visant le secteur financier. Les progrès récents des modèles d'IA de frontière laissent entrevoir un saut de capacité important en matière d'exploitation des vulnérabilités cyber. Ces nouvelles menaces appellent à une préparation robuste du secteur et à une coopération internationale resserrée.

Par ailleurs, **les événements météorologiques extrêmes représentent un défi croissant pour la stabilité financière**. Les scénarios de court terme publiés par le NGFS en mai 2025 montrent que des chocs climatiques extrêmes mais plausibles pourraient provoquer des contractions du PIB allant jusqu'à 5 % en un an en Europe ou en Amérique du Nord, et jusqu'à 12 % en Afrique, avec des répercussions directes sur les valorisations d'actifs, la solvabilité des emprunteurs et la résilience des institutions financières. Pour limiter ces impacts économiques et financiers, l'assurance constitue un instrument essentiel, dont le développement doit être encouragé au sein des pays du G7.

Enfin, l'essor des intermédiaires financiers non bancaires (NBF) et le développement du crédit privé, avec des niveaux d'endettement élevés de ces acteurs dans certaines juridictions, des structures de financement complexes ainsi qu'une interconnexion significative avec le reste du système financier, créent des canaux potentiels de transmission des chocs, surtout en cas de tensions de liquidité ou de levier excessif.

Intelligence artificielle (IA) et cybersécurité

Depuis la mise sur le marché, fin 2022, de modèles d'IA générative grand public, l'IA est devenue un sujet transversal et prioritaire du G7. Dans le secteur financier, l'IA, s'impose de plus en plus, permettant une amélioration de la gestion des risques, une personnalisation des services, et la détection avancée de fraudes. Toutefois, elle apporte avec elle de nouvelles vulnérabilités : une forte dépendance à des infrastructures technologiques critiques et très concentrées, des défis en matière de responsabilité et de gouvernance, un risque accru de propagation d'erreurs, et également de nouvelles menaces en matière de cybersécurité.

Les travaux menés sous la présidence française ont pour objectif de favoriser une compréhension mutuelle du paysage des menaces cyber et de fournir un cadre pour une réponse coordonnée aux incidents cyber touchant le secteur financier. La Présidence française souhaite poursuivre les travaux déjà engagés sous les présidences G7 passées, en étudiant notamment l'impact de l'IA sur la cybersécurité, lié en particulier aux plus récents modèles capables d'identifier de multiples vulnérabilités.

La diffusion de l'IA crée donc un besoin accru de coopération internationale pour apporter des réponses réglementaires adaptées, propres à garantir des usages responsables et à préserver la stabilité financière.

Risques liés aux événements météorologiques extrêmes

L'ampleur et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes se sont intensifiées ces dernières années. Leurs répercussions économiques et financières soulignent la nécessité de maintenir la mobilisation sur la question du changement climatique au sein des instances multilatérales.

Dans le prolongement de ceux menés lors des précédentes présidences G7 et G20, les travaux menés sous la présidence française du G7 s'attacheront à analyser l'impact économique et financier des

événements météorologiques extrêmes ainsi qu'à identifier les pistes pour renforcer l'assurabilité contre les catastrophes naturelles.

Paiements transfrontières

Les travaux du G7 ont pour objectif de contribuer à l'amélioration des paiements transfrontières à l'échelle mondiale. Face au risque de fragmentation des systèmes de paiement et à l'accélération des innovations, il est nécessaire de dessiner des coopérations plus étroites au sein du G7. La Présidence française poursuit ainsi les travaux déjà engagés tant par le G7 que par le G20, dans le cadre de la feuille de route G20 pour l'amélioration des paiements transfrontières, afin de favoriser l'accès à des paiements internationaux rapides, sûrs, peu coûteux et transparents. Pour cela, la présidence française se concentre sur l'interconnexion des systèmes de paiements instantanés et plus généralement sur l'amélioration du règlement des opérations transfrontières, tant sur les segments des paiements de détail que des paiements de gros montant.

CONTACTS PRESSE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE ET NUMÉRIQUE

Cabinet de Roland Lescure

01 53 18 41 20

presse.mefsien@cabinets.finances.gouv.fr

Bureau de presse de Bercy

01 53 18 33 80

presse.bercy@finances.gouv.fr

Direction générale du Trésor

01 44 87 73 24

presse@dgtresor.gouv.fr

BANQUE DE FRANCE

Conseillère presse du Gouverneur

Delphine Cuny

06 35 86 78 09

delphine.cuny@banque-france.fr

Service de presse Banque de France

06 59 88 06 98

presse@banque-france.fr

LIENS UTILES

[G7 Évian 2026 – Elysée](#)

[Le G7 à Bercy – economie.gouv](#)

[Présidence française du G7 2026 – tresor.economie.gouv](#)

[G7 Évian 2026 – Banque de France](#)

